

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



De l'espace pour le local

Pierre Hamel et Marc Mormont

Numéro 22 (62), automne 1989

De l'espace pour le local

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034013ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034013ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hamel, P. & Mormont, M. (1989). De l'espace pour le local. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (22), 3-6. <https://doi.org/10.7202/1034013ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

De l'espace pour le local

Le thème du développement local a connu une singulière expansion depuis le début des années quatre-vingt dans la majorité des pays occidentaux. Il a aujourd'hui ses colloques et congrès, ses spécialistes et ses experts, ses réseaux et ses revues...

À première vue, il semble bien que l'idée suivant laquelle il faut compter sur les forces et les volontés du milieu pour répondre aux défis des crises et des reconversions ait d'abord émané des mouvements sociaux et des acteurs du milieu communautaire qui cherchaient des issues actives à ces crises. Mais il est frappant de constater qu'aujourd'hui il s'agit aussi d'un discours de plus en plus admis et affirmé par certaines fractions des « élites au pouvoir ». Tout se passe comme si un certain consensus se dégagait progressivement, et qu'on s'entendait au moins pour considérer que développer localement est non seulement sensé mais indispensable. C'est dans ce sens que les acteurs réclament « de l'espace pour le local ».

Les textes qui composent ce numéro n'échappent pas à la multiplicité des points de vue inévitablement rattachée à ce thème, en raison à la fois des différences profondes qui séparent des réalités locales, régionales et nationales enracinées dans des traditions culturelles et politiques particulières, et des approches très diverses qu'autorisent les réalités économiques et sociales susceptibles d'être rangées sous le label du « développement local ». La plupart de ces textes ont été discutés lors d'un séminaire qui s'est tenu en juin 1989 à la Fondation universitaire Luxembourgeoise (Arlon, Belgique) ; ces travaux ont fait ressortir, sinon des convergences, du moins des éléments qui nous semblent constituer les axes principaux de l'étude du développement local.

Ces axes principaux, quels sont-ils ? Et, d'abord, qu'est-ce que le local ? Il nous semble bien y avoir convergence sur l'idée que le local n'est pas une notion géographique. Certes, il y a bien des espaces locaux, mais ce sont des espaces construits, élaborés, et il serait naïf de croire qu'à force d'observer un territoire local après l'autre, on en arrivera à capter mieux, plus finement, la réalité *sociale*. Il faut donc « déconstruire » le local, pour tenir compte de toutes ses dimensions (sociales, économiques, politiques, urbaines, régionales...). Cette démarche est incontournable, car elle est seule à même de faire apparaître quelles sont exactement les relations du local au global, c'est-à-dire le mode d'insertion dans un cadre régional, national voire mondial de pratiques et de représentations sociales qui, tout en prenant appui sur des réseaux locaux, n'en participent pas moins à une polarisation différente des activités économiques.



Cette déconstruction du local comme un donné — qui fait l'objet de la première section de ce numéro — ne doit pourtant pas cacher que le local est bien réel, qu'il n'est pas le simple fruit de déterminations globales (macro-sociales ou macro-économiques). Ce n'est pas seulement un simple effet. Qu'on le voie comme agencement singulier de forces sociales, ou comme modalités différenciées d'un modèle de développement, pour ne prendre que deux variantes, on se refuse désormais à voir le local en seule référence aux processus globaux ou aux politiques nationales. Alors qu'on étudiait jadis le local comme lieu de résistance capable de faire échec à la planification centralisée, on y chercherait plutôt aujourd'hui des capacités innovatrices. Alors qu'on mettait l'accent sur la détermination institutionnelle du local, on est aujourd'hui au contraire porté à s'intéresser au degré d'autonomie des acteurs locaux et à leur capacité de proposition.

Or, l'analyse des pratiques réelles de développement local, au delà des disparités régionales persistantes (la deuxième section de ce numéro en témoigne par quelques analyses de cas), tendrait à montrer que le développement local se trouve inscrit dans des limites très étroites. La stratégie classique, qui selon certains auteurs consiste à mettre l'espace local « en marché », achoppe dès lors qu'on a affaire à des espaces marginalisés, cumulant des handicaps d'accessibilité, des handicaps économiques et des handicaps politiques. Certaines des études présentées ici ont le mérite de montrer que le développement local, même encouragé par l'État à travers des politiques de décentralisation, pourrait n'être qu'une idéologie, ou se résumer à des procédures sans contenu si ne sont pas réunies en même temps des conditions favorables au dynamisme local.

Il ne fait pas de doute en effet que le thème du développement local charrie des utopies, ou à tout le moins qu'il se trouve beaucoup de croyants pour espérer en ses vertus. Cette caractéristique, inhérente sans doute à tout projet qui a la prétention d'encadrer le changement social, oblige les scientifiques à modifier leur regard, à s'intéresser de plus près aux pratiques des acteurs et aux stratégies individuelles et collectives que tentent d'instaurer certains acteurs locaux pour s'adapter aux situations de crise, de reconversion et d'adaptation. Cet infléchissement des centres d'intérêt est le deuxième des axes principaux auxquels nous faisons allusion plus haut ; il est particulièrement apparent dans la troisième section de ce numéro. On constate que le « volontarisme local », autrement dit la volonté des acteurs locaux de trouver des stratégies de développement, volonté associée à un pragmatisme, à un abandon des passivités qui se réfugiaient derrière un déterminisme economiciste et au souci de dépasser toutes sortes de clivages sociaux et idéologiques (notamment les séparations entre le culturel, l'économique et le social), peut être pris au sérieux par des observateurs qui ont eux-mêmes à remettre en cause leurs catégories d'analyse, pour essayer de comprendre plus exactement les comportements des acteurs locaux. Un éclairage nouveau est ainsi jeté sur toute une série de comportements, y compris économiques ; par exemple, il est de plus en plus nécessaire de tenir compte des notions d'indépendance ou de valeurs culturelles pour comprendre le développement. Cela signifie que, dans l'analyse comme dans la pratique, il y a lieu de prendre en considération les individus, leurs trajectoires particulières et leurs priorités.



Cela met en évidence une troisième dimension d'analyse, qui est précisément celle des formes localisées du développement. Le développement et les politiques de développement ne sont que des abstractions tant qu'on n'examine pas comment ils deviennent opérants dans la multiplicité des espaces. Différentes pistes de réflexion s'ouvrent alors sur la différenciation territoriale du développement. On peut en effet s'interroger sur l'intégration des systèmes économiques territorialisés. Et on est alors amené à réfléchir sur les modèles culturels — historiquement construits et liés à des territoires — qui les sous-tendent, en ce compris le poids de l'histoire politique, qui donne plus ou moins d'importance à l'autonomie locale. L'examen de ces modèles culturels devrait nous conduire à analyser plus finement la diversité des dynamismes locaux, diversité qui n'apparaît sans doute pas assez à travers ces articles, dont les auteurs ne proviennent finalement que de quatre pays.

Il faut encore — et c'est le quatrième axe d'analyse — s'interroger sur la signification du courant de développement local et sur ses effets possibles. Il paraît clair que le thème du développement local est corrélatif d'un certain désengagement de l'État, ou encore d'une incapacité croissante des États d'intervenir (incapacité qui n'est pas que budgétaire) ; il est vrai aussi que c'est l'État qui, de plus en plus, demande que l'on trouve localement des solutions. Il y a en somme une certaine ambiguïté dans la vogue du développement local. Celui-ci, en tant que modèle, est sujet à plusieurs interprétations. Comme on l'a signalé, le « développement local » est un courant de pensée qui remet en cause un certain nombre de façons de voir la réalité. L'État, en particulier, tend à changer de statut ; naguère acteur central, il se voit redéfini comme un partenaire qui n'est pas nécessairement privilégié. La fonction du pouvoir local et du mandataire local est également redéfinie. Il y a donc des signes qui portent à croire qu'avec le développement local ce sont d'autres représentations du social et de son fonctionnement qui tendent à faire leur chemin.

Sur un autre plan, dans la perspective d'un cinquième axe d'analyse, on peut se demander dans quelle mesure le développement local inaugure d'autres manières d'assurer la régulation sociale ; c'est l'objet de la quatrième section. Le développement local est-il une phase transitoire, une période de recomposition où les expérimentations locales sont favorisées ? Ou s'agit-il de trouver une solution de rechange à un État nation désormais incapable d'assurer un consensus, de découvrir un autre lieu où élaborer des consensus ?

À moins que le développement local prenne place, tout simplement, en contrepoint de l'internationalisation de l'économie et du déplacement de la gestion du développement vers des acteurs transnationaux ? Ces questions incitent à une relecture plus globale, qui nous met face aux risques d'accentuation du dualisme dans les rythmes de développement, tant il est vrai que le développement local pourrait être aussi une idéologie qui camoufle, derrière de prétendues autonomies, l'accroissement de disparités régionales et sociales dont le clivage entre l'Europe du Sud et l'Europe du Nord est une illustration aiguë.



L'étude du développement, telle qu'elle apparaît dans un numéro qui n'a aucunement voulu trancher entre des positions diverses, a pour caractéristique d'osciller continuellement entre différents niveaux de réflexion. Elle est d'abord réflexion en termes de problématisation, dans la mesure où elle porte sur la manière dont un courant de pensée où se mêlent conviction, science et discours politique se constitue et exerce des effets. Mais elle suppose aussi l'observation et l'adaptation des outils analytiques à la réalité visée, voire un retour sur certaines catégories et systèmes interprétatifs. Le développement local implique sans doute une autre vision du champ social, notamment une réévaluation des rapports entre le culturel, le politique et l'économique. La notion même de développement — trop souvent définie implicitement en référence à la croissance économique ou au changement social — est appelée à une révision ou à une reformulation.

À cet égard, nous espérons que les textes de ce numéro contribueront à entretenir et à élargir un débat qui engage les chercheurs autant comme scientifiques que comme citoyens.

Pierre Hamel, Marc Mormont